



Les nouvelles armes financières de l'Occident

L'Art de la guerre

Par [Manlio Dinucci](#)

Mondialisation.ca, 09 novembre 2021

ilmanifesto.it

Thème: [Environnement](#), [Guerre USA OTAN](#),
[Transnationales](#)

De nouvelles armes sont en train de s'ajouter à l'arsenal des politiques économiques et financières de l'Occident. Pour en comprendre la nature et la portée, il convient de partir de celles utilisées jusqu'à présent : les sanctions -y compris la plus lourde, l'embargo- opérées surtout par États-Unis et Union européenne contre d'entiers États, sociétés et personnes. Il est fondamental de comprendre le critère avec lequel elles sont décidées : USA et Ue décrètent par un jugement sans appel qu'un État ou autre sujet a commis une violation, ils établissent la sanction ou l'embargo total, et prétendent que les États tiers le respectent, sous peine de rétorsions.

En 1960 les États-Unis imposèrent l'embargo à Cuba qui, s'étant libérée, avait violé leur "droit" à utiliser l'île comme leur possession : le nouveau gouvernement nationalisa les propriétés des banques et multinationales étasuniennes qui contrôlaient l'économie cubaine. Aujourd'hui, 61 ans après, l'embargo continue, pendant que les compagnies USA demandent des milliards de dollars de remboursements.

En 2011, en préparation de la guerre USA-OTAN contre la Libye, les banques étasuniennes et européennes ont séquestré 150 milliards de dollars de fonds souverains investis à l'étranger par l'État libyen, dont ensuite la plus grande partie a disparu. Dans la grande rapine s'est distinguée Goldman Sachs, la plus puissante banque d'affaires étasunienne, dont Mario Draghi a été vice-président.

En 2017, à la suite de nouvelles sanctions USA contre le Venezuela, ont été "gelés" par les USA des biens d'une valeur de 7 milliards de dollars et séquestrées 31 tonnes d'or déposées par l'État vénézuélien auprès de la Banque d'Angleterre et de l'allemande Deutsch Bank.

C'est sur ce fond que se place la nouvelle et colossale opération financière lancée par Goldman Sachs, Deutsch Bank et les autres grandes banques étasuniennes et européennes. Apparemment en miroir à l'opération des sanctions, celle-ci prévoit non pas des restrictions économiques ou séquestrations de fonds pour punir les pays jugés coupables de violations, mais la concession de financements à des gouvernements et autres sujets vertueux qui se conforment à l' "Indice ESG : Environnement, Société, Gouvernance".

Le but officiel de l'Indice ESG est d'établir les normes pour éviter l'imminente catastrophe climatique annoncée par la Conférence de Glasgow, pour défendre les droits humains piétinés par les régimes totalitaires, pour assurer le bon gouvernement sur le modèle des grandes démocraties occidentales. Fixent surtout ces normes le Département d'état USA, le Forum Économique Mondial, la Fondation Rockefeller, la Banque Mondiale, auxquels se

joignent avec un rôle subalterne quelques organisations onusiennes. La plus grande garantie pour les droits humains est représentée par le Département d'état USA, dont l'embargo sur l'Irak avec l'aval de l'ONU provoqua, de 1990 à 2003, un million et demi de morts dont un demi-million d'enfants.

L'opération financière se concentre sur le changement climatique : la Conférence ONU de Glasgow a annoncé, le 3 novembre, que "la Finance devient verte et résiliente". Naît ainsi la *Glasgow Financial Alliance for Net Zéro*, à laquelle ont adhéré depuis avril 450 banques et multinationales de 45 pays, qui s'engage à "investir dans les trois prochaines décennies plus de 130 trillions (130 mille milliards) de dollars de capital privé pour transformer l'économie jusqu'à zéro émissions en 2050". Les capitaux sont recueillis à travers l'émission de Green Bond (obligations vertes) et d'investissements effectués par des fonds communs et des fonds de pension, en grande partie avec l'argent de petits épargnants qui risquent de se retrouver dans une énième bulle spéculative.

Désormais il n'est pas une banque ou une multinationale qui ne s'engage à réaliser les zéro émissions d'ici 2050 et à aider dans ce sens les "pays pauvres", où plus de 2 milliards d'habitants utilisent encore le bois comme unique ou principal combustible. Solennellement engagée pour les zéro émissions se trouve même la compagnie pétrolière anglo-hollandaise Royal Dutch Shell qui, après avoir provoqué un désastre environnemental et sanitaire dans le delta du Niger, se refuse à y assainir les terres polluées. Ainsi, dans l'attente des émissions zéro, les habitants continuent à mourir à cause de l'eau polluée par les hydrocarbures de Shell.

Manlio Dinucci

Article original en italien :



[Le nuove armi finanziarie dell'Occidente](#)

Edition de mardi 9 novembre 2021 d'*il manifesto*

<https://ilmanifesto.it/le-nuove-armi-finanziarie-delloccidente/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

La source originale de cet article est ilmanifesto.it

Copyright © [Manlio Dinucci](#), ilmanifesto.it, 2021

Articles Par : **[Manlio Dinucci](#)**

A propos :

Manlio Dinucci est géographe et journaliste. Il a une chronique hebdomadaire "L'art de la guerre" au quotidien italien il manifesto. Parmi ses derniers livres: Geocommunity (en trois tomes) Ed. Zanichelli 2013; Geolaboratorio, Ed. Zanichelli 2014; Se dici guerra..., Ed. Kappa Vu 2014.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca